

ATTESTATION EMPLOYEUR DESTINÉE À France Travail

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à France Travail :
-s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi et qu'au terme de son inscription l'attestation employeur lui est demandée (le salarié effectuera sa demande sur le site internet de France Travail : www.francetravail.fr);
-s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

Unédic

Attestation annule et remplace éditée automatiquement par France Travail le 14/10/2025 14:01. N° d'ordre 92 N° Réf WSbc-jMd32-MKzJNeTWyge4 - 1

Logiciel utilisé Horizon Cloud - Norme : P25V01 reconstituée à partir des déclarations DSN

1. L'employeur

Téléphone :

Nom et adresse :

COMMUNE D AUSSAC

Statut juridique :

61 DE LA REPUBLIQUE

N° SIRET : 2 | 1 | 1 | 6 | 0 | 0 | 2 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 1 6 5 6 0 AUSSAC VADALLE

Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé :

Code APE/NAF : 8 | 4 | 1 | 1 | Z

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :



Ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.)

Employeur en auto assurance

Employeur ayant conclu une convention de gestion

Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public

N° de la convention de gestion :

Code d'affectation :

N° interne employeur public :

Employeur ayant adhéré à titre révocable

Employeur ayant adhéré à titre irrévocabile

Date d'adhésion : 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 9 | 9 | 9

Statut du salarié : stagiaire titulaire non titulaire

2. Le salarié

Mme M

Nom de famille (nom de naissance) : PEQUEUR

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Prénom (s) : Bénédicte

Adresse : 15 RUE DU PRIERE

Code postal : 1 | 6 | 5 | 6 | 0

Commune : AUSSAC VADALLE

NIR (n° de Sécurité sociale) : 2 | 9 | 0 | 0 | 2 | 1 | 6 | 3 | 7 | 4 | 0 | 2 | 6 |

Date de naissance : 0 | 6 | 0 | 2 | 1 | 9 | 9 | 0

Lieu de naissance : SOYAUX

Ressortissant' :

français

UE

EEE

Suisse

hors UE et EEE

Niveau de qualification' : agent de la fonction publique territoriale

Statut cadre ou assimilé :

oui

non

3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

- Régime AGIRC-ARRCO CRPN Autres (précisez) : _____
 IRCANTEC CNBF

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) :

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ?

oui non

4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 | 1 | 0 | 9 | 2 | 0 | 2 | 5 au 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 0 | 2 | 5

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement) 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 0 | 2 | 5

■ Dernier emploi tenu : Adjoint technique territorial Dernier lieu de travail (pays) : AUSSAC VADALLE Dépt. 1 | 6

■ Ancienneté dans l'entreprise : moins d'1 an entre 1 an et moins de 2 ans au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : _____

■ Préavis : effectué du _____ au _____

non effectué { payé du _____ au _____
 non payé du _____ au _____

(motif) : _____

■ Catégorie d'emploi particulier :

- travailleur à domicile employé de maison assistant(e) maternel(le), garde d'enfant
 autre (préciser) _____

■ Horaire de travail : Heure

- salarié au forfait oui non Précisez : convention de forfait en heures convention de forfait en jours

hebdomadaire mensuel annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : 1 6 . 4 3 ou _____ ou _____

- du salarié : 1 6 . 4 3 ou _____ ou _____

- motif en cas de différence : travail à temps partiel

autre motif (précisez) : _____

4. emploi

■ Nature du contrat :

contrat à durée indéterminée contrat à durée déterminée

■ Contrat de type particulier :

apprentissage professionnalisation CUI-CIE CUI-CAE

contrat d'engagement éducatif emploi d'avenir autre (précisez) : _____

■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées :

Congé sabbatique du au

Congé sans solde et assimilé du au

Période de disponibilité des trois fonctions publiques du au

Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée
(désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...) du au

■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 55 ans et plus au moment de la fin de contrat :

Arrêt maladie du au

du au

du au

du au

du au

Congé maternité du au

Congé paternité du au

Congé d'adoption du au

Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du au

■ Périodes d'activité partielle ou activité partielle de longue durée :

du au

du au

du au

du au

4. emploi

du au

du au

du au

Autre(s) motif(s) *(précisez le motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)*

du au

du au

du au

- Statut particulier : gérant administrateur/PDG/DG membre/Pdt du Directoire
 membre du Cons. de surveillance pdt d'une association membre d'un GIE associé/actionnaire
 autre *(précisez)* :

5. motif de la rupture du contrat de travail

- licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
- licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
- licenciement pour motif économique
- licenciement pour motif économique suite au refus d'un contrat de sécurisation professionnelle
- licenciement pour fin de chantier ou d'opération
- licenciement pour autre motif,
(précisez) :
- autre rupture pour raison économique
(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)
- fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel refus de CDI¹
- fin de mission d'intérim
- rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail
- fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
- fin de période d'essai à l'initiative du salarié
- rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
- rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
- mise à la retraite par l'employeur
- départ à la retraite à l'initiative du salarié
- rupture conventionnelle
- prise d'acte de la rupture de contrat de travail
- démission
- fin de contrat d'apprentissage
- rupture pour force majeure ou fait du prince
- rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
- rupture anticipée du CDD pour faute grave
- rupture conventionnelle collective
- rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité
- rupture dans le cadre d'un accord de performance collective
- licenciement du collaborateur parlementaire
(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)
- démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire (fonction publique)
- rupture conventionnelle (fonction publique)
- autre motif : *(précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice)*

¹ Si au terme du CDD ou du contrat de mission intérimaire, vous avez proposé un CDI qui a été refusé, cochez la case "refus de CDI"